

HOLY SEE PRESS OFFICE
OFICINA DE PRENSA DE LA SANTA SEDE



BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIEGE
PRESSEAMT DES HEILIGEN STUHLS

BOLLETTINO

SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE

N. 0558

Martedì 02.10.2012

Pubblicazione: Immediata

Sommario:

- ◆ INTERVENTO DELLA SANTA SEDE ALLA 67a SESSIONE DELL'ASSEMBLEA GENERALE DELL'O.N.U.
- ◆ AVVISO DI BRIEFING

◆ INTERVENTO DELLA SANTA SEDE ALLA 67a SESSIONE DELL'ASSEMBLEA GENERALE DELL'O.N.U.

INTERVENTO DELLA SANTA SEDE ALLA 67a SESSIONE DELL'ASSEMBLEA GENERALE DELL'O.N.U.

- INTERVENTO DI S.E. MONS. DOMINIQUE MAMBERTI
- TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA

Pubblichiamo di seguito l'intervento che S.E. Mons. Dominique Mamberti, Segretario per i Rapporti con gli Stati e Capo Delegazione della Santa Sede, ha pronunciato ieri a New York nel corso del Dibattito generale della 67a sessione dell'Assemblea Generale dell'O.N.U.:

- INTERVENTO DI S.E. MONS. DOMINIQUE MAMBERTI

Monsieur le Président,

Tout en vous exprimant les félicitations du Saint-Siège pour votre élection à la Présidence de la 67ème session de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de vous transmettre, ainsi qu'à toutes les délégations participantes, les salutations les plus cordiales de Sa Sainteté le Pape Benoît XVI, qui invoque sur chacun l'abondance des bénédictions de Dieu Tout-puissant.

Monsieur le Président,

A l'heure où le monde observe, avec crainte et préoccupation, l'expansion de conflits régionaux sanglants, le Saint-Siège se réjouit tout particulièrement du thème central que vous avez choisi pour les travaux de cette 67^{ème} session : *réaliser par des moyens pacifiques l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations de caractère international.*

Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies et jusqu'à ce jour, s'est développé un réseau très étroit de relations juridiques structurées qui couvre pratiquement tous les aspects des rapports entre les Etats et de la vie sociale au sein de ceux-ci. A cet égard, la Charte des Nations Unies, les principaux traités sur les droits de l'homme et le droit humanitaire, les Conventions de Vienne sur le droit des traités et sur le droit diplomatique, ainsi que les principales conventions de désarmement, peuvent aujourd'hui être considérés comme un Corpus juridique de référence quasi universelle afin de promouvoir des rapports sociaux fondés sur le droit et d'avancer vers une paix durable. C'est là un développement sans précédent dans l'histoire ; c'est là un véritable mérite de l'Organisation des Nations Unies et, sans doute, l'une des réalisations les plus réussies au regard des objectifs établis par le Préambule et l'Article premier de la Charte des Nations Unies.

Au cours des soixante-sept années qui ont suivi la création de l'Organisation des Nations Unies, le monde a été profondément transformé. L'interdépendance grandissante sur les plans technique et économique, ainsi que le développement exponentiel des moyens de communication, ont conduit à l'avènement de ce qui est communément appelé, depuis le milieu du vingtième siècle, le village planétaire : un village en évolution continue, diversifié et qui a connu des phénomènes de développement, mais aussi d'injustices très marquants. L'œuvre de construction juridique accomplie à travers l'Organisation des Nations Unies constitue à cet égard une réponse louable et propice au développement de ce village planétaire, réponse à laquelle les Gouvernements et toutes les instances sociales doivent donner suite, de bonne foi.

L'histoire de l'humanité a toujours présenté des situations paradoxales ou contrastées, engendrant frustrations et sentiments d'injustice. Aujourd'hui, dans un contexte d'interdépendance généralisée, la disparité entre richesse et pauvreté se révèle plus grave encore, voire inacceptable. L'expansion désordonnée des progrès technique et économique a contribué à l'aggravation du fossé entre ceux qui disposent de l'éducation et des moyens nécessaires pour progresser et ceux qui, au contraire, en sont privés. Les multiples liens juridiques et économiques qui unissent les Nations ne sont pas suffisamment justes et équitables et ils ont fini par devenir la courroie de transmission d'une grave crise économique et financière, qui s'est propagée avec la rapidité d'un incendie de forêt, affectant d'abord les plus démunis. Le recours à la criminalité, au terrorisme, la guerre engagée pour des motifs idéologiques, ethniques ou culturels, apparaissent à certains secteurs de la population mondiale comme la manière la plus facile, si ce n'est l'unique à leur portée, de sortir de la pauvreté et de devenir des protagonistes dans ce village mondial. Ces actes de violence sont favorisés par un usage détourné des télécommunications et par un accès trop aisé aux technologies de guerre.

Si l'état des développements juridiques et politiques permettait de penser, dans les années quatre-vingt-dix du siècle dernier, que le danger d'une guerre nucléaire s'était éloigné, aujourd'hui l'éventualité de conflits régionaux aux conséquences imprévisibles constitue à nouveau un horizon menaçant, qui doit susciter des efforts de mobilisation intenses pour l'établissement d'un dialogue véritablement constructif au sein de la communauté internationale.

L'Organisation des Nations Unies a été, à l'époque de la guerre froide, un point de rencontre, de discussion et d'équilibre, entre les puissances opposées. L'Organisation est parvenue à accompagner la décolonisation et l'indépendance d'un grand nombre de nouveaux Etats et à apaiser, parfois à résoudre, les conflits régionaux, bilatéraux et civils, dans le contexte, pourtant, d'une grave confrontation idéologique. De même, les Agences de l'ONU ont apporté une importante contribution intellectuelle, politique et juridique à la reconnaissance universelle des droits de l'homme, au renforcement de la coopération pour le développement et à l'intégration économique régionale. Ces avancées ont constitué une base fondamentale au renforcement de l'Etat de droit, qui lui-même, fournit le cadre propice à une meilleure garantie des droits de l'homme et à une coopération internationale pacifique. Qu'il me soit permis de saluer ici l'adoption de la Déclaration sur l'Etat de droit au

niveau national et international lors de la Réunion de haut niveau qui s'est tenue au début de cette session de la présente Assemblée.

Les soixante-sept années depuis la création de l'Organisation des Nations Unies retracent aussi l'histoire méritoire des interventions humanitaires, des opérations de maintien de la paix et, plus récemment, de consolidation de la paix. Ont encore été d'une importance particulière, pour le destin de toute l'humanité, l'adoption du Traité de non-prolifération nucléaire et l'action de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour en promouvoir une adhésion universelle, en contrôler l'application, et faciliter la coopération internationale pour garantir une utilisation pacifique de l'atome.

Durant ces vingt dernières années, les Nations Unies, de concert avec les Organisations régionales, sont parvenues à apporter une contribution essentielle à la résolution de nombreuses situations d'urgence, spécialement en Afrique, à travers une collaboration menée avec l'Union africaine et différentes institutions de ce continent.

Toutefois, la réalité actuelle nous présente un système onusien comme dépourvu de la force d'unité et de persuasion qu'on pourrait légitimement en attendre, et comme le lieu où s'exercent des rapports de force, souvent, malheureusement, au profit d'intérêts stratégiques particuliers.

Les perspectives pourtant qui s'ouvraient à la fin de la guerre froide semblaient présager d'un possible renforcement de la présence institutionnelle et politique de l'ONU au service des défis mondiaux les plus cruciaux, tels le changement climatique et la préservation de l'environnement.

Comment se fait-il que malgré l'adhésion universelle à la Charte des Nations Unies et aux traités fondamentaux, l'on ne puisse parvenir à instaurer une gouvernance mondiale juste et véritable ?

A cette question, le Saint-Siège voudrait apporter une réponse d'ordre moral, en attirant l'attention sur l'importance des valeurs qui sous-tendent nécessairement toute société humaine. De fait, avant toute considération politique ou technique, il convient de se demander si les crises qui secouent actuellement la planète ne sont pas liées à une crise de confiance significative dans les valeurs collectives énoncées dans la Charte même des Nations Unies. Plus encore, il convient de se demander si les crises qui secouent la planète ne sont pas liées à une crise anthropologique profonde, c'est-à-dire à un manque d'entente commune sur ce qu'est véritablement l'homme.

On assiste aujourd'hui à un affaiblissement de la portée pratique des principes et objectifs énumérés dans le Préambule et le Chapitre premier de la Charte des Nations Unies. Je citerai, en particulier, la préservation des générations futures du fléau de la guerre ; la pratique de la tolérance et du bon esprit de voisinage ; l'union des forces pour le maintien de la paix et la sécurité ; le recours à des moyens pacifiques pour régler les différends conformément aux principes de justice et du droit international ; la coopération pour résoudre les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire et pour encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La perte de confiance dans la valeur du dialogue, la tentation de favoriser a priori l'une des parties en cause dans les conflits régionaux et nationaux, mettent en danger le respect des mécanismes juridiques des Nations Unies. Pourtant, la prééminence des valeurs affirmées par la Charte devrait conduire, au contraire, à l'adoption de tous les moyens possibles pour assurer la protection des plus vulnérables, promouvoir le respect de l'Etat de droit et des droits de l'homme, ainsi que la sauvegarde des équilibres culturels et religieux multiséculaires.

L'urgence de la situation apparaît de manière d'autant plus flagrante au regard des événements qui ont cours au Moyen-Orient et, en particulier, en Syrie. Il ne peut y avoir de solution en dehors du respect des règles du droit international et du droit humanitaire, ainsi que de la mise en œuvre des mécanismes établis par la Charte des Nations Unies. Toutes les instances concernées devraient faire en sorte, non seulement de faciliter la mission de l'Envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue Arabe, mais aussi d'assurer une assistance humanitaire aux populations en détresse. La communauté internationale doit unir ses efforts afin que toutes les parties

impliquées substituent la négociation au recours aux armes et exiger le respect effectif de la liberté religieuse, des droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales. Comme l'a récemment affirmé le Pape Benoît XVI : « ... *Nous devrions importer des idées de paix, de créativité, trouver des solutions pour accepter chacun dans son altérité ; nous devons donc rendre visible dans le monde le respect des religions, les unes vis-à-vis des autres, le respect de l'homme comme créature de Dieu, l'amour du prochain comme fondamental pour toutes les religions. En ce sens, avec tous les gestes possibles, avec les aides matérielles aussi, aider pour que cesse la guerre, la violence, et que tous puissent reconstruire le pays.* » (Benoît XVI, interview concédée aux journalistes durant le vol vers le Liban, 14 septembre 2012). En particulier, le Saint-Père a fait appel « *aux pays arabes afin qu'en frères, ils proposent des solutions viables qui respectent la dignité de chaque personne humaine, ses droits et sa religion ! Qui veut construire la paix doit cesser de voir dans l'autre un mal à éliminer. Il n'est pas facile de voir dans l'autre une personne à respecter et à aimer, et pourtant il le faut, si on désire construire la paix, si on veut la fraternité* » (Angélus, 16 septembre 2012).

De plus, seule une communauté internationale fortement ancrée sur les valeurs authentiquement conformes à la dignité humaine pourra apporter des solutions viables aux nouveaux types de conflits engagés par des groupes transnationaux, qui diffusent une idéologie hégémonique pseudo-religieuse au mépris des droits des personnes et de la paix civile. Pensons à l'instabilité et aux récents attentats terroristes dans certains pays d'Afrique et d'Asie ou à la collusion entre le narcotrafic et le terrorisme dans d'autres régions du monde.

Au-delà même des situations de conflit, ce sont tous les Etats, riches et pauvres, qui voient aujourd'hui leur stabilité menacée par la crise économique, à laquelle aucune solution véritable et durable n'a été encore apportée.

Il y a quelques années seulement, les discussions internationales portaient essentiellement sur les éventuelles modalités du partage des ressources des pays les plus riches, dont le bien-être semblait définitivement établi, ou encore sur la juste reconnaissance des droits des pays en voie de développement. Le débat visait alors à trouver le juste équilibre entre le libre commerce, l'assistance financière, le transfert des connaissances et technologies ainsi que les aides directes aux populations les plus pauvres. La confrontation des idées concernait la dette extérieure des pays les plus pauvres, le rôle de l'Organisation mondiale du commerce et ses liens avec l'ONU, la réforme des institutions financières multilatérales, l'accès généralisé aux médicaments essentiels. Ce débat incontournable doit se poursuivre, même s'il est, aujourd'hui, obscurci et rendu plus complexe par les questions relatives à la stabilité financière, dont l'impact est mondial. De fait, il est sous les yeux de tous que la stabilité financière des sociétés les plus développées a été gravement mise à mal, en particulier par des politiques économiques peu clairvoyantes et souvent basées sur la seule maximisation du profit à court terme.

Cette menace d'un effondrement des systèmes financiers, dans les économies jusqu'alors les plus prospères, emporte des conséquences graves au niveau de la cohésion sociale. Elle fait réapparaître de vieux fantasmes tels que le nationalisme exacerbé, le populisme et la xénophobie. A cela s'ajoute le drame de millions de personnes accablées par la faim, le manque de soins sanitaires élémentaires et la misère, ainsi que le drame des foules immenses vivant dans des conditions inhumaines, populations déplacées ou réfugiées, parmi lesquels les enfants se comptent par milliers.

A la base de la difficulté à trouver des solutions communes, dans le respect des principes de l'autodétermination, de l'indépendance et de l'égalité des Etats et des droits des peuples, se manifeste la crise anthropologique à laquelle j'ai fait allusion, c'est-à-dire une faible conviction de la dignité suprême de toute personne, même quand elle vient d'être conçue ou quand elle se trouve dans un état végétatif ou terminal.

Il est illusoire de vouloir créer une harmonie véritable entre les peuples, de vouloir garantir une coexistence pacifique et une coopération effective entre les Etats, si l'on s'en tient à une vision anthropologique qui, sans nier en théorie l'importance de la dignité et des droits fondamentaux de la personne, relègue la dimension profonde de celle-ci et son unicité au rang de facteurs secondaires, et fait prévaloir des concepts collectifs vagues, réduisant la personne à la simple catégorie de « consommateur » ou « d'agent de production du marché ». La personne humaine n'est pas un simple numéro dans la masse de la population mondiale et celle-ci

ne peut être vue avec froideur ou suspicion, comme un danger menaçant les équilibres sociaux et l'environnement : il s'agit d'hommes et de femmes, chacun avec sa dignité et ses droits, et les visions idéologiques qui n'en tiennent pas compte conduisent irrémédiablement à la désintégration sociale et au conflit.

Dans ce sens, il faut rejeter les tentatives de concevoir les *Objectifs du Millénaire pour le développement* et l'agenda de développement post-2015, ainsi que l'interprétation des traités sur les droits de l'homme, sur la base d'une vision réductrice et relativiste de l'homme, qui, usant habilement des expressions ambiguës, menace le droit à la vie et tend à une déconstruction du modèle de la famille, fondée sur l'union d'un homme et d'une femme, orientée à la procréation et à l'éducation des enfants. Ces tentatives risquent, au final, d'affaiblir irrémédiablement la crédibilité et la légitimité de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument universel pour une coopération et une paix durables.

Monsieur le Président,

Il apparaît de première importance d'apporter une solution effective au débat ouvert sur la réforme et l'amélioration du fonctionnement des organes de l'Organisation des Nations Unies, afin de raviver sa capacité à prévoir les conflits et à les résoudre par des moyens pacifiques.

Toutefois, cela ne pourra se faire sans un effort constamment renouvelé pour revenir à la vision fondatrice de l'Organisation. Une paix durable ne sera possible qu'à travers l'engagement de tous et de chacun, dans un dialogue constructif, tendu vers la réalisation de conditions de vie dignes et décentes pour tous les êtres humains.

Cela ne pourra se faire sans une conviction partagée sur les valeurs fondamentales qui garantissent le respect de la dignité humaine. A cet égard, le respect de la liberté religieuse, tant sur le plan de la vie publique nationale qu'à l'échelle internationale, se révèle essentiel. La raison nous enseigne que toute personne est dotée d'une dignité transcendante à laquelle est associée une liberté pour déterminer son destin ultime, et que les instances nationales et internationales, autant que les mécanismes sociaux, doivent pleinement respecter. C'est pourquoi, l'action des gouvernements et des organisations internationales doit nécessairement tendre à promouvoir un développement humain intégral, en créant les conditions juridiques, économiques et sociales qui reflètent réellement l'importance de la dignité humaine et de sa dimension transcendante, tant sur le plan personnel que sur le plan collectif. La religion ne saurait être conçue autrement que comme un facteur de paix et de progrès, une force vitale pour le bien de tous. De fait, elle conduit les hommes à dépasser tout intérêt égoïste et à consacrer leurs énergies au service des autres, y compris au service de la paix entre les peuples. C'est pourquoi, toutes les formes de fanatisme, d'exclusivisme, tout acte de violence à l'égard du prochain constituent une exploitation et une déviation de la religion. Par ailleurs, l'histoire a montré qu'une conception biaisée de la laïcité ou une idée de tolérance qui conduirait à vouloir réduire le fait religieux à la sphère privée ne peut que miner les bases de toute coexistence pacifique, tant sur le plan national qu'international.

Monsieur le Président,

Depuis que les activités de coopération internationale ont été institutionnellement structurées, le Saint-Siège y a été présent et c'est en 1964 qu'il a établi à New York une Mission permanente auprès des Nations Unies. La raison de sa présence comme sujet de droit international dans cette institution intergouvernementale est avant tout son désir d'offrir à la communauté internationale une vision transcendante de la vie et des rapports sociaux, rappelant en particulier la dignité de la personne et ses droits fondamentaux, en premier lieu le droit à la liberté religieuse. La communauté internationale a toujours accueilli avec attention cette contribution, qui permet de replacer les initiatives communes dans une perspective profonde, dans laquelle l'unité fondamentale de la famille humaine, de même que l'appel à la générosité des hommes et des peuples doivent être sans cesse réaffirmés.

C'est dans cet esprit que le Saint-Siège souhaite également offrir sa contribution à la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies, s'associant au vœu que vous avez exprimé dans votre discours inaugural, à savoir que tous les Etats membres, qui partagent la responsabilité de la mise en œuvre des

principes et des objectifs de l'Organisation, renouvellent leur engagement à résoudre les différends par un dialogue harmonieux et non par le recours à une confrontation discordante. C'est ainsi seulement que pourront se réaliser les désirs et les espérances de chacun. Et c'est ainsi seulement que les Nations Unies pourront tenir leur rôle indispensable au service de la paix et du développement.

Merci, Monsieur le Président.

[01260-03.01] [Texte original: Italien]

• TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA

Signor Presidente

Nell'esprimere le congratulazioni della Santa Sede per la Sua elezione alla Presidenza della 67.ma sessione dell'Assemblea Generale, ho l'onore di trasmettere a Lei, come pure a tutte le delegazioni partecipanti, i più cordiali saluti di Sua Santità Papa Benedetto XVI, il Quale invoca su ciascuno l'abbondanza delle benedizioni di Dio Onnipotente.

Signor Presidente,

Nel momento attuale, in cui il mondo osserva con timore e preoccupazione lo svilupparsi di sanguinosi conflitti regionali, la Santa Sede si rallegra in modo particolare per il tema centrale scelto per i lavori di questa 67.ma sessione: *realizzare attraverso mezzi pacifici l'aggiustamento o la risoluzione di dispute o di situazioni di carattere internazionale.*

Dalla creazione dell'Organizzazione delle Nazioni Unite fino ad oggi, si è sviluppata una fittissima rete di rapporti giuridici strutturati che copre praticamente tutti gli aspetti dei rapporti tra gli Stati e della vita sociale all'interno degli stessi. Al riguardo, la Carta delle Nazioni Unite, i principali trattati di diritti umani e il diritto umanitario, le Convenzioni di Vienna sul Diritto dei Trattati e sul Diritto Diplomatico, come pure le principali Convenzioni di Disarmo oggi possono essere considerati un corpo giuridico di riferimento quasi universale per promuovere rapporti sociali fondati sul diritto e progredire verso una pace durevole. Ciò rappresenta uno sviluppo senza precedenti nella storia; si tratta di un vero merito dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e, senza dubbio, una delle realizzazioni più riuscite in merito agli obiettivi stabiliti dal Preambolo e dall'Articolo 1° della Carta delle Nazioni Unite.

Durante i 67 anni che hanno seguito la creazione dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, il mondo è stato profondamente trasformato. La sempre maggiore interdipendenza ai livelli tecnico ed economico, come pure lo sviluppo esponenziale dei mezzi di comunicazione, hanno portato all'avvenimento di ciò che, dalla metà del ventesimo secolo, è generalmente chiamato il villaggio globale: un villaggio in continua evoluzione, diversificato e che ha conosciuto fenomeni di sviluppo ma anche di ingiustizie molto marcate. L'opera di costruzione giuridica compiuta tramite l'Organizzazione delle Nazioni Unite costituisce al riguardo una risposta lodevole e adatta allo sviluppo di tale villaggio globale, risposta alla quale i Governi e tutte le istanze sociali debbono dare seguito in buona fede.

La storia dell'umanità ha sempre presentato situazioni paradossali o contrastanti, provocando frustrazioni e sentimenti d'ingiustizia. Oggi, in un contesto di interdipendenza generalizzata, il contrasto tra ricchezza e povertà risulta ancora più grave, anzi inaccettabile. L'espansione disordinata del progresso tecnico ed economico ha contribuito ad approfondire il fossato tra coloro che dispongono dell'educazione e dei mezzi necessari per progredire e coloro che, invece, ne sono privi. I molteplici vincoli giuridici ed economici che collegano le Nazioni non sono sempre sufficientemente giusti ed equi, e hanno finito per diventare il veicolo di trasmissione di una grave crisi economica e finanziaria, che si è propagata con la rapidità di un incendio forestale, toccando anzitutto i più svantaggiati. Il ricorso alla criminalità, al terrorismo e alla guerra intrapresa per motivi ideologici, etnici o culturali appaiono a certi settori della popolazione mondiale come il modo più facile, se non l'unico a loro portata, di uscire dalla povertà e di diventare protagonisti nel villaggio globale. Tali atti di

violenza sono favoriti da un abuso delle telecomunicazioni e da un accesso troppo facile alle tecnologie della guerra.

Se lo stato degli sviluppi giuridici e politici consentiva di pensare, negli anni '90 del secolo scorso, che il pericolo della guerra nucleare si era allontanato, oggi la possibilità di conflitti regionali, con conseguenze imprevedibili, costituisce nuovamente un orizzonte minaccioso, che dovrebbe suscitare sforzi intensi di mobilitazione per stabilire un dialogo veramente costruttivo in seno alla comunità internazionale.

L'Organizzazione delle Nazioni Unite è stata, durante l'epoca della guerra fredda, un punto di incontro, di discussione e di equilibrio tra le potenze contrapposte. L'Organizzazione è riuscita ad accompagnare la decolonizzazione e l'indipendenza di numerosi nuovi Stati e a mitigare e, talvolta, a risolvere i conflitti regionali, bilaterali e civili, nel contesto di un grave confronto ideologico. Parimenti, le Agenzie dell'ONU hanno dato un importante contributo intellettuale, politico e giuridico al riconoscimento universale dei diritti dell'uomo, al rafforzamento della cooperazione per lo sviluppo e all'integrazione economica regionale. Tali progressi hanno costituito una base fondamentale per il rafforzamento dello Stato di diritto, il quale fornisce il quadro adatto per meglio garantire i diritti dell'uomo e la pacifica cooperazione internazionale. Mi sia permesso di salutare qui l'adozione della Dichiarazione sullo Stato di diritto a livello nazionale ed internazionale alla Riunione di alto livello tenutasi all'inizio di questa Sessione della presente Assemblea.

I 67 anni trascorsi dalla creazione dell'Organizzazione delle Nazioni Unite tracciano anche la benemerita storia degli interventi umanitari, delle operazioni di mantenimento della pace e, più recentemente, del consolidamento della pace. Di particolare importanza, poi, per i destini di tutta l'umanità, è stata l'adozione del Trattato di Non Proliferazione Nucleare e l'azione dell'Agenzia Internazionale dell'Energia Atomica, per promuoverne un'adesione universale, per controllarne l'applicazione e per facilitare la cooperazione internazionale per garantire un uso pacifico dell'atomo.

Nell'ultimo ventennio le Nazioni Unite, di concerto con le Organizzazioni regionali, sono riuscite a dare un contributo essenziale alla risoluzione di numerose situazioni di emergenza, specialmente in Africa, in collaborazione con l'Unione Africana e con altre istituzioni di detto Continente.

Tuttavia, la realtà odierna ci presenta un sistema ONU come privato dalla forza d'unità e di persuasione che ci si sarebbe potuti legittimamente aspettare da esso e come il luogo di esercizio di rapporti di forza, spesso, sfortunatamente, a vantaggio di interessi strategici particolari.

Le prospettive tuttavia che si presentavano al termine della guerra fredda sembravano lasciare presagire un eventuale rafforzamento della presenza istituzionale e politica dell'ONU al servizio delle sfide mondiali più cruciali, come il cambiamento climatico e la preservazione dell'ambiente.

Come è possibile che, malgrado l'adesione universale alla Carta delle Nazioni Unite e ai Trattati fondamentali, non si riesca a stabilire una giusta e vera governabilità globale?

A tale domanda, la Santa Sede vorrebbe proporre una risposta di ordine morale, attirando l'attenzione sull'importanza dei valori che sostengono necessariamente ogni società umana. Infatti, prima di avanzare considerazioni politiche o tecniche, conviene domandarsi se le crisi che attualmente sconvolgono il pianeta non siano legate ad una crisi significativa di fiducia nei valori collettivi proposti dalla Carta delle Nazioni Unite. Ancora di più, conviene chiedersi se le crisi che sconvolgono il pianeta non siano legate ad una profonda crisi antropologica, cioè ad una mancanza di una comune intesa su che cosa sia in verità l'uomo.

Si assiste oggi ad un indebolimento della portata pratica dei principi e degli obiettivi elencati nel Preambolo e nel Capitolo 1° della Carta delle Nazioni Unite. Menzionerei, in particolare: la preservazione delle generazioni future dal flagello della guerra; la pratica della tolleranza e dello spirito di buon vicinato; l'unione delle forze per il mantenimento della pace e della sicurezza; il ricorso a mezzi pacifici per la risoluzione delle controversie in conformità ai principi della giustizia e del diritto internazionale; la cooperazione per risolvere i problemi internazionali di carattere economico, sociale, intellettuale o umanitario, e per incoraggiare il rispetto dei diritti

dell'uomo e delle libertà fondamentali.

La perdita di fiducia nel valore del dialogo, la tentazione di favorire a priori una delle parti in causa nei conflitti regionali e nazionali, mettono a rischio il rispetto dei meccanismi giuridici delle Nazioni Unite. Invece, la preminenza dei valori affermati dalla Carta dovrebbe portare all'adozione di tutti i mezzi possibili per assicurare la protezione dei più vulnerabili, promuovere il rispetto dello Stato di diritto e dei diritti dell'uomo, come pure la salvaguardia degli equilibri culturali e religiosi multisecolari.

L'urgenza della situazione appare in maniera ancora più evidente al riguardo degli avvenimenti in corso in Medio Oriente e, in particolare, in Siria. Non è possibile una soluzione fuori del rispetto delle regole del diritto internazionale e del diritto umanitario, come pure dell'attuazione dei meccanismi stabiliti dalla Carta delle Nazioni Unite. Tutte le istanze interessate dovrebbero non soltanto facilitare la missione dell'Inviato speciale dell'ONU e della Lega araba, ma anche assicurare l'assistenza umanitaria alle popolazioni angosciate. La comunità internazionale deve unire gli sforzi, perché tutte le parti coinvolte sostituiscano il ricorso alle armi con il negoziato, ed esigere il rispetto effettivo della libertà religiosa, dei diritti umani e di tutte le libertà fondamentali. Come ha detto recentemente il Papa Benedetto XVI, *"... dovremmo importare idee di pace, creatività, trovare soluzioni per accettare ognuno nella sua alterità;... dobbiamo quindi rendere visibile nel mondo il rispetto delle religioni, le une delle altre, il rispetto dell'uomo come creatura di Dio, l'amore del prossimo come fondamentale per tutte le religioni. In questo senso, con tutti i gesti possibili, con aiuti anche materiali, aiutare perché cessi la guerra, la violenza, e tutti possano ricostruire il Paese"* (Benedetto XVI, Intervista concessa ai giornalisti durante il volo verso il Libano, 14 settembre 2012). In particolare, il Santo Padre ha fatto appello *"...ai Paesi arabi affinché, come fratelli, propongano soluzioni praticabili che rispettino la dignità di ogni persona umana, i suoi diritti e la sua religione! Chi vuole costruire la pace deve smettere di vedere nell'altro un male da eliminare. Non è facile vedere nell'altro una persona da rispettare e da amare, eppure bisogna farlo, se si desidera costruire la pace, se si vuole la fraternità"* (Angelus, 16 Settembre 2012).

Per di più, solo una Comunità internazionale fortemente ancorata sui valori autenticamente conformi alla dignità umana potrà avanzare soluzioni praticabili per i nuovi tipi di conflitti che vedono coinvolti gruppi transnazionali, che diffondono una ideologia egemonica pseudo-religiosa a dispetto dei diritti delle persone e della pace civile. Pensiamo all'instabilità e ai recenti attentati terroristici in certi Paesi dell'Africa e dell'Asia oppure alla collusione tra narcotraffico e terrorismo in altre regioni del mondo.

Aldilà delle situazioni di conflitto, ci sono tutti gli Stati, ricchi e poveri, che vedono oggi la loro stabilità minacciata da una crisi economica, alla quale non si riesce ancora a dare una vera e duratura soluzione.

Non molti anni fa, le discussioni internazionali si incentravano sulle eventuali modalità di condivisione delle risorse dei Paesi più ricchi, il cui benessere sembrava definitivamente consolidato, o ancora sul giusto riconoscimento dei diritti dei Paesi in via di sviluppo. Il dibattito mirava allora a trovare il giusto equilibrio tra libero commercio, assistenza finanziaria, trasferimento di conoscenze e tecnologie, nonché aiuti diretti alle popolazioni più povere. Il confronto delle idee concerneva il debito estero dei Paesi più poveri, il ruolo dell'Organizzazione Mondiale del Commercio e i suoi legami con l'ONU, la riforma delle Istituzioni finanziarie multilaterali, l'accesso generalizzato ai medicinali essenziali. Questo dibattito imprescindibile deve proseguire, anche se oggi si è visto offuscato e reso più complesso dalle domande sulla stabilità finanziaria, il cui impatto è mondiale. Infatti, è sotto gli occhi di tutti che la stabilità finanziaria delle società più sviluppate è stata gravemente danneggiata, in particolare da politiche economiche poco lungimiranti e spesso basate sulla sola massimizzazione del profitto immediato.

Tale minaccia di un crollo dei sistemi finanziari delle economie finora più fiorenti, comporta conseguenze gravi al livello della coesione sociale. Fa riapparire vecchi fantasmi, quali il nazionalismo esacerbato, il populismo e la xenofobia. A ciò si affianca il dramma di milioni di persone oppresse dalla fame, dalla mancanza delle più elementari cure sanitarie e dalla miseria, nonché quello delle immense folle che vivono in condizioni inumane, di sfollati e rifugiati, tra cui si contano migliaia di bambini.

In fondo alla difficoltà di trovare soluzioni comuni, nel rispetto dei principi dell'autodeterminazione,

dell'indipendenza e dell'uguaglianza degli Stati e dei diritti dei popoli, si manifesta la crisi antropologica, alla quale ho fatto allusione, cioè una debole convinzione della suprema dignità di ogni persona umana, anche se appena concepita o in stato vegetativo o terminale.

È illusorio voler creare una vera armonia tra i popoli, di voler garantire una convivenza pacifica e una cooperazione effettiva tra gli Stati a partire da una visione antropologica in cui, pur senza negare in teoria la dignità e i diritti fondamentali della persona, si relega la dimensione profonda di quest'ultima e la sua unicità al rango di fattori secondari, e fa prevalere concetti collettivi vaghi, riducendo la persona alla mera categoria di "consumatore" o "agente di produzione del mercato". La persona umana non è un mero numero nella massa della popolazione globale e quest'ultima non può essere considerata con freddezza o sospetto come un pericolo che minaccia gli equilibri sociali e l'ambiente: si tratti di uomini e di donne, ciascuno con la propria dignità e i propri diritti, e le visioni ideologiche che non ne tengono conto conducono inevitabilmente alla disintegrazione sociale e al conflitto.

In tal senso, bisogna rifiutare i tentativi di concepire gli "*Obiettivi di sviluppo del Millennio*" e l'agenda per lo sviluppo dopo il 2015, nonché l'interpretazione dei trattati sui diritti umani, secondo una visione riduttrice e relativista dell'uomo, che, usando in modo abile espressioni ambigue, minaccia il diritto alla vita e tende alla decostruzione del modello della famiglia, fondata sull'unione di un uomo e una donna, orientata alla procreazione e all'educazione dei bambini. Tali tentativi rischiano, alla fine, di indebolire irrimediabilmente la credibilità e la legittimità dell'Organizzazione delle Nazioni Unite quale strumento universale per una cooperazione e una pace durature.

Signor Presidente,

Risulta di primaria importanza dare uno sbocco effettivo al dibattito aperto circa la riforma e il miglioramento del funzionamento degli organi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per ravvivare la sua capacità di prevedere i conflitti e di risolverli con mezzi pacifici.

Tuttavia, ciò non sarà possibile senza uno sforzo costantemente rinnovato per tornare alla visione fondatrice dell'Organizzazione. Una pace duratura non sarà possibile se non tramite l'impegno di tutti e di ciascuno, in un dialogo costruttivo, orientato verso la realizzazione di condizioni di vita degne e decenti per tutti gli esseri umani.

Questo non si potrà fare senza una convinzione condivisa circa i valori fondamentali, che garantiscono il rispetto della dignità umana. Al riguardo, il rispetto della libertà religiosa, sia sul piano della vita pubblica nazionale sia su quello internazionale, si rivela essenziale. La ragione ci insegna che ogni persona è dotata di una dignità trascendente, alla quale è associata una libertà per determinare il suo destino ultimo, e che le istanze nazionali e internazionali, come pure i meccanismi sociali, devono pienamente rispettare. Perciò, l'azione dei governi e delle organizzazioni internazionali deve necessariamente tendere a promuovere lo sviluppo umano integrale, creando le condizioni giuridiche, economiche e sociali che riflettono realmente l'importanza della dignità umana e della sua dimensione trascendente, sia a livello personale che collettivo. La religione non può essere intesa altrimenti che come un fattore di pace e di progresso, una forza vitale per il bene di tutti. Infatti, porta gli uomini a superare ogni interesse egoistico e a mettere tutte le loro energie a servizio degli altri, compreso a servizio della pace tra i popoli. Perciò tutte le forme di fanatismo, di esclusivismo, ogni atto di violenza nel riguardo del prossimo costituiscono uno sfruttamento e una deviazione della religione. Per di più, la storia ha dimostrato che una concezione distorta della laicità o un'idea di tolleranza che portasse a voler ridurre il fatto religioso all'ambito privato non farebbe altro che minare le basi di ogni convivenza pacifica, sia sul piano nazionale sia su quello internazionale.

Signor Presidente,

sin da quando le attività di cooperazione internazionale sono state istituzionalmente strutturate, la Santa Sede è stata presente ed è stato nel 1964 che ha stabilito a New York una Missione permanente presso le Nazioni Unite. La ragione della sua presenza come soggetto di diritto internazionale in questa istituzione intergovernativa è, anzitutto, il suo desiderio di offrire alla comunità internazionale una visione trascendente

della vita e dei rapporti sociali, ricordando in particolare la dignità delle persona e i suoi diritti fondamentali, prima di tutti il diritto alla libertà religiosa. La comunità internazionale ha sempre ricevuto con attenzione questo contributo, che permette di considerare le iniziative comuni in una prospettiva profonda, nella quale l'unità fondamentale della famiglia umana, come pure l'appello alla generosità degli uomini e dei popoli, devono essere riaffermati incessantemente.

E' con tale spirito che la Santa Sede vuole dare il suo contributo anche alla presente sessione dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, associandosi agli auspici che Ella ha espresso nel Suo discorso inaugurale, e cioè che tutti gli Stati membri, che condividono la responsabilità per l'applicazione dei principi e degli obiettivi dell'Organizzazione, rinnovano il loro impegno a risolvere le divergenze tramite un dialogo armonioso e non tramite il ricorso ad un confronto discordante. Così soltanto si potranno realizzare i desideri e le speranze di ciascuno. Ed è così soltanto che le Nazioni Unite potranno mantenere il loro ruolo indispensabile al servizio della pace e dello sviluppo.

Grazie, Signor Presidente.

[01260-01.01] [Testo originale: Francese]

AVVISO DI BRIEFING

Si informano i giornalisti accreditati che **venerdì 5 ottobre 2012**, alle **ore 10.30**, nell'*Aula Giovanni Paolo II* della Sala Stampa della Santa Sede, il Segretario Generale del Sinodo dei Vescovi, **S.E. Mons. Nikola Eterović**, terrà un "Briefing" per fornire **informazioni su senso e svolgimento della XIII Assemblea Generale Ordinaria del Sinodo dei Vescovi** (7-28 ottobre 2012) sul tema *"La nuova evangelizzazione per la trasmissione della fede cristiana"*.

[01259-01.01]

[B0558-XX.01]
